Déclaration commune

Le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire de la République française, M. Eric Besson et le directeur du service fédéral des migrations de la Fédération de Russie, M. Konstantin Romodanovski, ont constaté les progrès intervenus dans la mise au point du projet de protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie portant sur l'application de l'accord communautaire de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie.

Même s'il subsiste des points en suspens, ces progrès ont notamment abouti à déterminer un délai maximum de réponse aux demandes de réadmission.

Le protocole sera signé le plus rapidement possible dès l'achèvement des travaux nécessaires à sa mise au point.

Eric Besson
Ministre de l'immigration, de l'intégration,
de l'identité nationale
et du développement solidaire de la
République française

Konstantin Romodanovski
Directeur du service fédéral des migrations
de la Fédération de Russie

Совместная декларация

Директор Федеральной миграционной службы (Российская Федерация) Константин Ромодановский с одной стороны и Министр иммиграции, интеграции, национальной идентичности и солидарного развития и солидарного развития Французской Республики Эрик Бессон, с другой стороны, констатируют прогресс в подготовке разрабатываемого проекта Исполнительного протокола между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации, направленный на реализацию Соглашения о реадмиссии между Российской Федерацией и Европейским сообществом.

Хотя имеются нерешенные вопросы, этот прогресс позволил, в частности, установить максимальный срок для ответа на ходатайство о реадмиссии.

Протокол будет подписан в возможно короткие сроки по мере завершения работы, необходимой для его подготовки.

Эрик Бессон

Министр иммиграции, интеграции, национальной идентичности и солидарного развития Французской Республики

Константин Ромодановский

Директор Федеральной миграционной службы (Российская Федерация)

ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE
SUR LES MIGRATIONS PROFESSIONNELLES

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE

ci-après dénommés " les Parties ",

CONSIDERANT les liens historiques d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays,

SOUCIEUX de promouvoir des relations d'étroite coopération entre leurs pays,

DESIREUX de favoriser les échanges, la coopération et le partenariat entre les deux pays et de renforcer l'excellence et la compétitivité de leurs entreprises

CONSIDERANT que la migration légale est un facteur de croissance économique et de rapprochement culturel,

CONVAINCUS de l'intérêt de faciliter la mobilité professionnelle des ressortissants de leurs pays,

DESIREUX d'accroître la possibilité pour leurs jeunes ressortissants d'acquérir une expérience professionnelle et une pratique en milieu de travail, ainsi que de perfectionner leur connaissance de la langue, de la culture et de la société de l'autre pays et de promouvoir ainsi la compréhension mutuelle entre les deux Etats,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1er

1. Les deux Parties affirment leur engagement en faveur d'une coopération renforcée afin de faciliter, pour les ressortissants de l'autre pays, l'admission au séjour et le libre exercice d'une activité professionnelle sur leurs territoires respectifs.

2. Le présent Accord s'applique à l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie, à l'exception des territoires, entités légales et sites pour lesquels, conformément à la législation de la Fédération de Russie, une autorisation spéciale est requise pour les ressortissants étrangers, et, pour la République française, à son territoire européen et aux départements d'outre-mer.

ARTICLE 2

Le présent Accord s'applique aux catégories suivantes de ressortissants des Parties :

1. Employés des bureaux de représentation (succursales) : ressortissants d'une des Parties employés par les bureaux de représentation (succursales) des personnes morales, situées sur le territoire de l'autre Partie, dont le nombre est défini lors de l'accréditation (ouverture) ou de l'accréditation de ces bureaux de représentation ou succursales par l'autorité compétente de l'Etat d'accueil ;

2. Employés d'un groupe de sociétés (par groupe de sociétés, on entend un ensemble de sociétés comprenant une société mère et les sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle, ce contrôle étant attesté par les statuts des sociétés) :

a) Ressortissants d'une des Parties ayant conclu un contrat de travail avec une personne morale située sur le territoire de cet Etat et exerçant une activité professionnelle dans une entreprise ou organisation du même groupe de sociétés située sur le territoire de l'autre Partie ;

b) Ressortissants d'une des Parties ayant conclu un contrat de travail avec une entreprise ou une organisation située sur le territoire de l'autre Partie et appartenant au même groupe de sociétés ;

3. Dirigeants d'entreprise : ressortissants d'une des Parties qui exercent, en vertu de la législation nationale ou des documents statutaires de l'entreprise, la gestion ou les fonctions de direction de cette entreprise sur le territoire de l'autre Partie.

4. Travailleurs hautement qualifiés : ressortissants d'une des Parties ayant conclu un contrat de travail avec un employeur établi sur le territoire de l'autre Partie et qui répondent à au moins deux des trois critères suivants :
- avoir un diplôme d'enseignement supérieur correspondant à la profession indiquée dans le contrat de travail ;
- avoir exercé pendant au moins 5 ans une profession ou une fonction correspondant à celle qui est indiquée dans le contrat de travail ;
- percevoir une rémunération, telle qu'indiquée dans le contrat de travail, égale ou supérieure au montant fixé à l'Annexe 1 ;

5. Jeunes professionnels : ressortissants d'une des Parties âgés de 18 à 30 ans, déjà engagés ou entrant dans la vie professionnelle, qui se rendent sur le territoire de l'autre Partie pour améliorer leurs perspectives de carrière et approfondir leurs connaissances de la société de l'Etat d'accueil grâce à une expérience de travail salarié chez un employeur de l'autre Partie avec lequel ils ont conclu un contrat de travail.

6. Personnes voyageant avec un visa « vacances-travail » : ressortissants d'une des Parties âgés de 18 à 30 ans ayant l'intention de se rendre sur le territoire de l'autre Etat Partie pour y passer des vacances avec la possibilité d'y exercer une activité professionnelle.

7. Membres des familles : conjoints et enfants mineurs accompagnant, en qualité de membre de la famille, les personnes mentionnées au présent article, à l'exception des catégories de ressortissants mentionnées au point a) de l'alinéa 2 et à l'alinéa 6 du présent article.

ARTICLE 3

1. Les autorités compétentes chargées de mettre en œuvre le présent Accord sont :

Pour la République française : le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, l'Office français de l'immigration et de l'intégration et le ministère des Affaires étrangères et européennes ;

Pour la Fédération de Russie : le Service fédéral des migrations, le ministère de la Santé et du Développement social de la Fédération de Russie, le ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

2. Les Parties se notifient par la voie diplomatique toute modification des autorités compétentes mentionnées au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 4

Les autorités compétentes des Parties mettent en place un groupe de travail conjoint chargé du suivi de l'application du présent Accord ainsi que de l'élaboration de recommandations en vue de l'améliorer.

Sa composition et les modalités de son fonctionnement sont fixées d'un commun accord entre les autorités compétentes des Parties.

ARTICLE 5

Afin de faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par les ressortissants mentionnés aux alinéas 1 à 6 de l'article 2 du présent Accord, les Parties renoncent, pour ces catégories, à l'application de quotas et :

-la Partie russe n'émet pas de conclusions sur l'opportunité d'embaucher de la main d'œuvre étrangère ;

-la Partie française n'examine pas la situation de l'emploi.

ARTICLE 6

1. Les missions diplomatiques et postes consulaires d'une Partie délivrent aux ressortissants de l'autre Partie appartenant aux catégories mentionnées à l'article 2 du présent Accord, à l'exclusion des ressortissants mentionnés aux alinéas 5 à 7 dudit article, un visa de long séjour à entrées multiples valable 1 an maximum dans le but d'exercer une activité professionnelle, et donnant le droit d'entrer et de séjourner de manière ininterrompue sur le territoire de l'autre Partie. A l'expiration de ce visa, le séjour peut être prolongé, sans avoir à quitter le territoire de l'Etat d'accueil, pour la durée de validité du contrat de travail sans toutefois excéder trois ans renouvelables, à l'exclusion de la catégorie mentionnée au point a) de l'alinéa 2 de l'article 2 du présent Accord, dont le visa ne peut être prolongé qu'une seule fois, dans la limite de 6 mois, en cas de nécessité liée à la mission initiale.

2. Lorsqu'une personne relevant de la catégorie mentionnée au point a) de l'alinéa 2 de l'article 2 du présent Accord conclut avant l'expiration de son visa un contrat de travail dans les conditions énoncées au point b) de l'alinéa 2 de l'article 2 du présent Accord, elle se voit délivrer par les autorités compétentes de l'Etat d'accueil le visa de long séjour à entrées multiples prévu pour les personnes mentionnées au point b) de l'alinéa 2 de l'article 2 du présent Accord, sans avoir à quitter le territoire de l'Etat d'accueil.

3. Les missions diplomatiques et postes consulaires d'une Partie délivrent aux ressortissants de l'autre Partie mentionnés à l'alinéa 7 de l'article 2 du présent Accord des visas de long séjour à entrées multiples d'un an maximum , donnant le droit d'entrer et de séjourner de manière ininterrompue sur le territoire de l'autre Partie. A l'expiration de ce visa, le séjour peut être prolongé chaque année, sans avoir à quitter le territoire de l'Etat d'accueil, pour la durée de validité du contrat de travail de la personne accompagnée.

ARTICLE 7

1. Les documents médicaux délivrés sur le territoire d'une Partie sont acceptés par les autorités compétentes de l'autre Partie s'ils ont été délivrés par une autorité médicale reconnue par la Partie d'accueil et sur présentation d'une traduction certifiée établie dans la langue officielle de l'État d'accueil.

2. Les documents médicaux sont les certificats médicaux attestant l'absence chez l'intéressé des maladies dont la liste est établie par les législations respectives des Parties.

3. Les documents médicaux doivent être établis conformément à l'Annexe 2.

4. Les autorités médicales reconnues par l'autre Partie sont les autorités médicales (médecin en exercice) habilitées à délivrer les documents médicaux attestant que le ressortissant n'est pas atteint des maladies mentionnées à l'alinéa 2 du présent article. La liste des autorités médicales (médecins en exercice) est établie par les autorités compétentes de chaque Partie.

5. Les autorités compétentes des Parties échangent leurs listes respectives de maladies et leurs listes respectives d'autorités médicales (médecins en exercice) et s'informent des modifications apportées à ces listes.

ARTICLE 8

1. Les missions diplomatiques et postes consulaires d'une Partie délivrent gratuitement aux jeunes professionnels ressortissants de l'autre Partie un visa de long séjour à entrées multiples, valable 1 an maximum, donnant le droit d'entrer et de séjourner de manière ininterrompue sur le territoire de l'autre Partie dans le but d'exercer une activité professionnelle. A l'expiration de ce visa, le séjour peut être prolongé pour la durée de validité du contrat de travail. La totalité du séjour ne peut excéder deux ans.

2. Les missions diplomatiques et postes consulaires d'une Partie délivrent gratuitement aux ressortissants de l'autre Partie un visa à entrées multiples de quatre mois dans le but d'un séjour « vacances-travail ».
En cas de perte ou de vol de leurs documents d'identité durant leur séjour sur le territoire de l'autre Partie, ces ressortissants peuvent, sans visa ni autre autorisation, quitter ce territoire sur la base de documents valables attestant leur identité et donnant droit à franchir les frontières, délivrés par les autorités diplomatiques et consulaires de leur Etat.

3. Si des ressortissants d'une Partie mentionnés à l'alinéa 2 du présent article obtiennent, pendant la durée de validité de leur visa, un contrat de travail sur le territoire de l'autre Partie, ils se voient délivrer par les autorités compétentes de cette Partie une autorisation de travail (titre de séjour) et leur séjour est prolongé pour la durée du contrat de travail sans toutefois excéder un an à compter de leur entrée sur ce territoire.

4. Les modalités pratiques de l'application du présent article sont définies aux annexes 3 et 4 au présent Accord.

ARTICLE 9

1. Les ressortissants des Parties mentionnés à l'article 2 du présent Accord, à l'exclusion des catégories mentionnées aux alinéas 6 et 7 dudit article, se voient délivrer un visa au vu :

- pour les ressortissants français, d'une invitation à entrer sur le territoire de la Fédération de Russie dans le but d'y exercer une activité professionnelle ;

- pour les ressortissants russes, d'une autorisation de travail en France.

Ces documents sont délivrés par les autorités compétentes des Parties sur présentation des pièces énumérées à l'Annexe 5 au présent accord.

2. La prorogation des visas mentionnés à l'article 6 du présent Accord est effectuée par les autorités compétentes des Parties au vu des documents énumérés à l'Annexe 6 au présent Accord.

ARTICLE 10

Les documents exigés pour la délivrance des autorisations de travail sur le territoire des Parties peuvent être déposés auprès des autorités compétentes situées dans les capitales des Etats des Parties, quel que soit le lieu d'enregistrement de l'employeur.

ARTICLE 11

Les Parties s'efforcent de limiter le délai de délivrance aux ressortissants mentionnés à l'article 2 du présent Accord des documents permettant l'entrée et le séjour sur le territoire de l'autre Partie pour y exercer une activité professionnelle à un mois à compter de la date de dépôt du dossier complet aux autorités compétentes.

ARTICLE 12

1. Les autorisations de travail sont valables sur l'ensemble du territoire de l'Etat d'accueil auquel s'applique le présent Accord,.

2. Les ressortissants des Parties circulent sur le territoire de l'autre Partie sans accomplir les formalités de notification migratoire pour des séjours ne dépassant pas 10 jours ouvrés.

ARTICLE 13

Les ressortissants des Parties qui ne répondent plus aux critères énoncés à l'article 2 du présent Accord se voient appliquer les modalités de séjour prévues par la législation de l'Etat d'accueil.

ARTICLE 14

1. Les annexes 1 à 6 font partie intégrante du présent Accord.

2. Les Parties peuvent convenir d'apporter des modifications au présent Accord.

ARTICLE 15

Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de la dernière notification de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures internes requises pour son entrée en vigueur.

Chaque Partie est en droit de dénoncer le présent Accord par notification écrite adressée à l'autre Partie par la voie diplomatique. L'Accord cesse d'avoir effet trois mois après la date de réception de cette notification. Les droits acquis en vertu des dispositions du présent Accord ne sont pas remis en cause en cas de dénonciation de l'Accord, sauf si les Parties en décident autrement.

Les difficultés d'interprétation ou d'application du présent Accord sont réglées soit au sein du groupe de travail conjoint mentionné à l'article 4 du présent Accord soit par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Rambouillet, le 27 novembre 2009, en double exemplaire en langues française et russe, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE	POUR LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE

ANNEXE 1

A L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE SUR LES MIGRATIONS PROFESSIONNELLES

MONTANT MINIMAL DE REVENUS MENTIONNE A L'ARTICLE 2

Le montant minimum de salaire requis pour les travailleurs hautement qualifiés s'élève à 3 200 euros net par mois.

ANNEXE 2

A L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE SUR LES MIGRATIONS PROFESSIONNELLES

CERTIFICATS MEDICAUX

1) Formulaires de certificats médicaux requis par la Partie russe

Numéro d'enregistrement du dossier :

Photo 1. Nom, prénoms :

2. Sexe : F M

3. Date et lieu de naissance :

4. Domicile et téléphone :

5. Document d'identité (type, série, numéro, autorité de délivrance, date de délivrance, valable jusqu'au) :

Nom de la maladie	Examen clinique	Nom, Prénom, adresse, signature du médecin, date de l'examen clinique	Méthodes d'analyses médicales, date des analyses, fluide analysé	Résultat des analyses	Nom, prénom, date et signature du médecin en charge des analyses	Nom, adresse et cachet de l'autorité médicale
Toxicomanie	Positif/négatif		Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Tuberculose	Positif/négatif		Radiographie de la cage thoracique			
Lèpre	Positif/négatif		ELISA (sang)			
Syphilis	Positif/négatif		ELISA (sang)			
Chancre mou	Positif/négatif		ELISA (sang)			
Granulome inguinal (des tropiques) ou donovanose	Positif/négatif		ELISA (sang)			

VIH	Positif/négatif		ELISA (sang)	Certificat international de dépistage du VIH		

2) Certificat médical requis par la Partie française pour l'entrée du ressortissant russe sur le territoire français

Lors de son entrée sur le territoire français, le ressortissant russe transmet le certificat médical au Bureau Français de l'immigration et l'Intégration (OFII)

Le certificat médical doit comporter :

nom, prénoms du demandeur	
date de naissance du demandeur	
date de l'examen médical	
Nom et prénom du médecin signataire	
adresse du cabinet médical ou du centre hospitalier	
signature et cachet du médecin, cachet du centre hospitalier	
numéro d'enregistrement du médecin ou du centre hospitalier	

Conditions sanitaires pour entrer sur le territoire français

L'examen médical doit avoir lieu moins d'un mois avant l'entrée du ressortissant russe sur le territoire français. Il se compose d'une radiographie pulmonaire et d'un examen clinique général permettant de déceler les maladies énumérées ci-dessous :

1) toute pathologie relevant d'une urgence de santé publique de portée internationale selon l'Organisation mondiale de la santé ;

2) pathologie humaine ou affection, ayant ou susceptible d'avoir des effets nocifs importants pour l'être humain, selon les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé ;

3) tuberculose contagieuse évolutive ;

4) troubles mentaux nécessitant des soins et compromettant la sureté des personnes ou susceptible de porter une atteinte grave à l'ordre public ;

5) situation de dépendance à l'alcool ou aux stupéfiants ;

6) problème de santé en contradiction manifeste avec l'objet du séjour en France.

Les enfants de moins de 10 ans inclus ne sont pas soumis à l'obligation de radiographie pulmonaire s'ils présentent un certificat de vaccination par le BCG et ne présentent aucun symptôme de tuberculose contagieuse évolutive. En cas de contre-indication, le médecin ne fait pas passer de radiographie pulmonaire.

Le certificat médical doit attester de vaccinations à jour (sauf en cas de contre-indications médicales reconnues) contre :
- diphtérie,
- tétanos par l'anatoxine
- poliomyélite.
- hépatite B (uniquement pour les personnes se proposant d'exercer une activité professionnelle les exposant à des risques de contamination, dans un établissement de soin ou hébergeant des personnes âgées)
- fièvre typhoïde (uniquement pour les personnes se proposant d'exercer une activité professionnelle dans un laboratoire d'analyses de biologie médicale)
- fièvre jaune (uniquement pour les séjours en Guyane).

ANNEXE 3

A L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE SUR LES MIGRATIONS PROFESSIONNELLES

CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ARTICLE 8-1, RELATIF A LA CATEGORIE JEUNES PROFESSIONNELS

Les Jeunes professionnels doivent être en possession d'un diplôme correspondant à la fonction ou à la qualification indiquée dans le contrat de travail.

Ils perçoivent de leur employeur un salaire équivalent à celui qui est versé aux ressortissants de l'Etat d'accueil travaillant dans les mêmes conditions.

Les jeunes professionnels bénéficient de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat d'accueil pour tout ce qui concerne l'application des lois, règlements et usages régissant les relations et conditions de travail, l'hygiène et la sécurité au travail. Ils veillent à bénéficier d'une couverture médicale, conformément à la législation de l'État d'accueil.

Les jeunes professionnels français ou russes ne peuvent poursuivre leur séjour sur le territoire de l'Etat d'accueil au-delà de la durée définie à l'article 8 du présent Accord.

Dans le cas de professions réglementées, les jeunes professionnels sont soumis aux conditions d'exercice définies par l'Etat d'accueil.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures visant à assurer l'effectivité du retour du jeune professionnel dans son pays.

Le nombre de ressortissants de chacune des Parties admis à bénéficier de ce programme est fixé à 500 par an.

ANNEXE 4

A L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE SUR LES MIGRATIONS PROFESSIONNELLES

CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ARTICLE 8-2 RELATIF AUX RESSORTISSANTS DES PARTIES DEMANDEURS D'UN VISA « VACANCES-TRAVAIL »

Les personnes âgées de 18 à 30 ans ayant l'intention de passer des vacances en ayant la possibilité d'exercer une activité professionnelle temporaire doivent répondre aux critères suivants :

a) Etre en possession d'un passeport valable et d'un billet aller-retour ou des ressources nécessaires à son acquisition ;
b) Présenter un extrait de compte bancaire ;
c) Posséder les documents médicaux établis conformément à l'annexe 2 au présent Accord ou à la législation du pays d'accueil;
d) Séjourner dans l'Etat d'accueil sans être accompagné d'enfants ;
e) N'avoir jamais bénéficié auparavant de visa « vacances-travail » ;
f) Séjourner sur le territoire de l'Etat dont on est ressortissant au moment du dépôt de demande de visa « vacances-travail » ;
g) Présenter un extrait de casier judiciaire vierge.

Le nombre de ressortissants des Parties qui peuvent bénéficier d'un visa « vacances-travail » ne doit pas excéder 500 par an.

ANNEXE 5

A L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE SUR LES MIGRATIONS PROFESSIONNELLES

1. Documents requis par la Partie russe pour la délivrance d'une invitation à entrer sur le territoire de la Fédération de Russie dans le but d'y exercer une activité professionnelle

a) Une demande de délivrance d'une invitation ;

b) Un formulaire de demande d'invitation muni d'une photo couleurs 3x4 cm du ressortissant français ;

c) Copie d'une pièce d'identité du ressortissant français, acceptée par la Partie russe ;

d) Copie d'un diplôme de formation professionnelle ou de qualification obtenu par le ressortissant français, dans les cas prévus au présent accord ;

e) Copie du contrat de travail conclu par l'employeur avec le ressortissant français ;

f) Certificats médicaux établis conformément à l'Annexe 2 au présent Accord ou à la législation du pays d'accueil ;

g) Quittance de paiement de la taxe d'Etat pour la délivrance de l'invitation.

2 . Documents requis par la Partie française pour la délivrance de l'autorisation de travail

a) Formulaire d'engagement de l'employeur à recruter l'étranger et à verser la taxe due au profit de l'Office français de l'immigration et de l'intégration ;

b) Formulaire de demande d'autorisation de travail – contrat de travail simplifié ;

c) le descriptif de l'emploi ou de la mission du salarié,

d) Copie d'un diplôme de formation professionnelle ou de qualification obtenu par le ressortissant russe, dans les cas prévus au présent accord ;

e) Numéro d'immatriculation au registre du commerce de l'employeur qui veut introduire le salarié étranger ;

f) Bordereau délivré par les **Unions de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales prouvant que l'employeur est à jour du versement de ses cotisations sociales** ;

f) preuve de l'appartenance de l'employeur à un groupe de sociétés, le cas échéant.

ANNEXE 6

A L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE SUR LES MIGRATIONS PROFESSIONNELLES

1. Documents requis par les autorités compétentes de la Fédération de Russie pour la prorogation du visa à entrées multiples

a) Deux photographies de dimensions 3x4 cm ;
b) Un formulaire de demande de visa ;
c) Pièce d'identité du ressortissant français en cours de validité, acceptée par la Partie russe, copie des pages du passeport renfermant les informations personnelles sur le ressortissant français ainsi que sur la durée du passeport et copie du visa ;
d) Copie du contrat de travail ;
e) Quittance attestant le versement de la taxe d'Etat pour délivrance de visa.

2. Documents requis par les autorités compétentes de la République Française pour le renouvellement du visa de long séjour à entrées multiples

a) Trois photographies de dimensions 3,5 × 4,5 cm ;
b) Copie des pages de la pièce d'identité du ressortissant russe, acceptée par la Partie française, renfermant les informations relatives à l'état civil, à la validité du passeport et copie du visa en cours de validité ; le cas échéant, celles des membres de famille ;
c) Un justificatif de domicile sur le territoire français ;
d) Copie du contrat de travail ;
e) Quittance attestant le versement de la taxe à l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

МИНИСТЕРСТВО ИНОСТРАННЫХ ДЕЛ РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ

УДОСТОВЕРЯЕТ, ЧТО ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ УПОЛНОМОЧИЛО

РОМОДАНОВСКОГО Константина Олеговича, директора Федеральной миграционной службы, на подписание Соглашения между Правительством Российской Федерации и Правительством Французской Республики о временной трудовой деятельности граждан одного государства на территории другого государства.

Москва, «24» ноября 2009 года

За Министра Иностранных Дел Российской Федерации

За директора Правового Департамента

СОГЛАШЕНИЕ

между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о временной трудовой деятельности граждан одного государства на территории другого государства

Правительство Французской Республики и Правительство Российской Федерации, в дальнейшем именуемые Сторонами,

принимая во внимание объединяющие обе страны, исторически обусловленные отношения дружбы и сотрудничества,

стремясь к развитию отношений тесного сотрудничества между своими странами,

желая содействовать обменам, сотрудничеству и партнерству между двумя странами и укрепить высокий уровень и конкурентоспособность своих предприятий,

принимая во внимание, что легальная миграция является фактором роста экономики и культурного сближения,

будучи убежденными в необходимости содействовать профессиональной мобильности граждан своих государств,

желая расширить возможности получения молодыми гражданами обеих стран профессионального опыта, прохождения ими трудовой практики, а также углубления знания языка, культуры и общества другой страны, развивая тем самым взаимопонимание между двумя государствами,

согласились о следующем:

Статья 1

1. Стороны подтверждают свою приверженность расширению сотрудничества в целях содействия пребыванию и свободному осуществлению профессиональной деятельности на соответствующих территориях своих государств граждан государства другой Стороны.

2. Настоящее Соглашение применяется ко всей территории Российской Федерации, за исключением территорий, организаций и объектов, для въезда на которые иностранным гражданам в соответствии с

законодательством Российской Федерации требуется специальное разрешение, а в отношении Французской Республики - к ее европейской территории и заморским департаментам.

Статья 2

Настоящее Соглашение распространяется на следующие категории граждан государств Сторон:

1) работники представительств (филиалов) - граждане государства одной Стороны, работающие в представительствах (филиалах) юридических лиц, расположенных на территории государства другой Стороны, численность которых определяется компетентным органом этого государства во время аккредитации (открытия) этих представительств (филиалов);

2) работники одной группы компаний (под одной группой компаний понимается группа, где есть головное предприятие и предприятия, над которыми оно имеет прямой или косвенный контроль в соответствии с учредительными (уставными) документами):

граждане государства одной Стороны, заключившие трудовой договор с юридическим лицом, расположенным на территории государства этой Стороны, и осуществляющие трудовую деятельность на предприятии или в организации той же группы компаний, расположенных на территории государства другой Стороны;

граждане государства одной Стороны, заключившие трудовой договор с предприятием или организацией, расположенными на территории государства другой Стороны и входящими в ту же группу компаний;

3) руководители предприятия - граждане государства одной Стороны, которые в силу законодательства государства этой Стороны или учредительных (уставных) документов предприятия осуществляют управление или руководство этим предприятием на территории государства другой Стороны;

4) высококвалифицированные работники - граждане государств одной Стороны, заключившие трудовой договор с работодателем, находящимся на территории государства другой Стороны, и отвечающие по меньшей мере двум из трех следующих критериев:

наличие документа о высшем образовании, соответствующего профессии, указанной в трудовом договоре;

наличие опыта работы не менее пяти лет по профессии и должности, указанным в трудовом договоре;

размер заработной платы в соответствии с трудовым договором, равный или превышающий величину, указанную в приложении № 1;

5) молодые специалисты - граждане государства одной Стороны в возрасте от 18 до 30 лет, уже работающие или приступающие к трудовой деятельности, которые отправляются на территорию государства другой Стороны для улучшения своих трудовых перспектив и углубления своего знания общества принимающего государства благодаря приобретению опыта оплачиваемой работы на основании трудового договора, заключенного с работодателем государства другой Стороны;

6) лица, въезжающие по визе "каникулы - работа" - граждане государства одной Стороны в возрасте от 18 до 30 лет, намеривающиеся посетить государство другой Стороны для проведения каникул с возможностью осуществления трудовой деятельности;

7) члены семьи - супруги и несовершеннолетние дети, сопровождающие в поездке в качестве членов семьи граждан, указанных в настоящей статье, за исключением категорий граждан, указанных в абзаце втором пункта 2 и пункте 6 настоящей статьи.

Статья 3

1. Компетентными органами, ответственными за реализацию настоящего Соглашения, являются:

от Французской Республики - Министерство по делам иммиграции, интеграции, национальной идентичности и солидарного развития Французской Республики, Французское бюро по иммиграции и интеграции и Министерство иностранных и европейских дел Французской Республики;

от Российской Федерации - Федеральная миграционная служба, Министерство здравоохранения и социального развития Российской Федерации и Министерство иностранных дел Российской Федерации.

2. Об изменении перечня компетентных органов, указанных в пункте 1 настоящей статьи, Стороны информируют друг друга по дипломатическим каналам.

Статья 4

Компетентные органы государств Сторон создают совместную рабочую группу для оценки результатов применения положений настоящего Соглашения, а также выработки рекомендаций по его совершенствованию.

Состав и порядок ее деятельности устанавливаются по взаимному согласию компетентных органов государств Сторон.

Статья 5

В целях упрощения осуществления временной трудовой деятельности гражданами своих государств, упомянутыми в пунктах 1 - 6 статьи 2 настоящего Соглашения, Стороны в отношении этих категорий граждан отказываются от установления квот, а также:

Французская Сторона не проводит оценку ситуации на рынке труда;

Российская Сторона не готовит заключение о целесообразности привлечения и использования иностранных работников.

Статья 6

1. Дипломатические представительства или консульские учреждения государства одной Стороны выдают гражданам государства другой Стороны, указанным в статье 2 настоящего Соглашения, за исключением граждан государств Сторон, указанных в пунктах 5 - 7 статьи 2 настоящего Соглашения, многократную визу, сроком действия до одного года, дающую право на въезд и непрерывное пребывание на территории государства другой Стороны с целью осуществления трудовой деятельности. По истечении срока действия указанной визы пребывание упомянутых лиц может быть продлено без необходимости их выезда с территории принимающего государства на срок действия заключенного трудового договора, но каждый раз не более чем на три года, за исключением лиц, указанных в абзаце втором пункта 2 статьи 2 настоящего Соглашения, виза которым может быть продлена однократно, но не более чем на шесть месяцев, в случае необходимости, обусловленной первоначальной целью поездки.

2. В случае если лица, указанные в абзаце втором пункта 2 статьи 2 настоящего Соглашения, до истечения срока действия своей визы

заключают трудовой договор на условиях, указанных в абзаце третьем пункта 2 статьи 2 настоящего Соглашения, компетентные органы принимающего государства выдают таким лицам многократную визу, предусмотренную для лиц, указанных в абзаце третьем пункта 2 статьи 2 настоящего Соглашения, без необходимости их выезда с территории принимающего государства.

3. Дипломатические представительства или консульские учреждения государства одной Стороны выдают гражданам государства другой Стороны, указанным в пункте 7 статьи 2 настоящего Соглашения, многократную визу сроком действия до одного года, дающую право на въезд и непрерывное пребывание на территории государства другой Стороны, с возможностью последующего ее ежегодного продления без необходимости их выезда с территории принимающего государства на срок действия трудового договора, заключенного сопровождаемым ими гражданином.

Статья 7

Медицинские документы, оформленные на территории государства одной Стороны, принимаются компетентными органами государства другой Стороны при условии, что они выданы медицинской организацией, признаваемой другой Стороной, а также при наличии официально заверенного перевода на государственный язык принимающего государства.

Под медицинскими документами понимается медицинское заключение об отсутствии у лица заболеваний, перечень которых устанавливается законодательством государства каждой из Сторон.

Медицинское заключение составляется согласно приложению № 2.

Под медицинской организацией, признаваемой другой Стороной, понимается уполномоченная медицинская организация (практикующий врач), имеющая право выдавать медицинские документы об отсутствии у лица заболеваний, указанных в абзаце втором настоящей статьи. Перечень медицинских организаций (практикующих врачей) устанавливается компетентными органами государства каждой из Сторон.

Компетентные органы государств Сторон обмениваются указанными перечнем заболеваний и перечнем медицинских организаций (практикующих врачей), а также информируют друг друга об изменениях в них.

Статья 8

1. Дипломатические представительства или консульские учреждения государства одной Стороны бесплатно выдают молодым специалистам - гражданам государства другой Стороны многократную визу сроком действия до одного года, дающую право на въезд и непрерывное пребывание на территории государства другой Стороны с целью осуществления трудовой деятельности с возможностью последующего продления пребывания на срок заключенного трудового договора, но не более чем на два года с даты въезда.

2. Дипломатические представительства или консульские учреждения государства одной Стороны бесплатно выдают гражданам государства другой Стороны многократную визу "каникулы - работа" сроком действия четыре месяца.

В случае утраты или похищения у упомянутых граждан документов, удостоверяющих личность, в период пребывания на территориях государств Сторон, они могут покинуть территорию государства соответствующей Стороны без виз или иных разрешений на основании документов, удостоверяющих личность и дающих право на пересечение границы, выданных дипломатическими представительствами или консульскими учреждениями их государств.

3. В случае если граждане государства одной Стороны, указанные в пункте 2 настоящей статьи, в течение срока действия визы заключат трудовой договор на территории государства другой Стороны, компетентными органами этой другой Стороны им выдаются разрешения на работу (разрешения на жительство) с последующим продлением пребывания на срок заключенного трудового договора, но не более чем на один год с даты въезда.

4. Условия применения настоящей статьи определены в приложениях № 3 и 4.

Статья 9

1. Гражданам государств Сторон, указанным в статье 2 настоящего Соглашения, за исключением категорий граждан, указанных в пунктах 6 и 7 статьи 2 настоящего Соглашения, оформляется виза на основании приглашения на въезд в Российскую Федерацию с целью осуществления трудовой деятельности (для граждан Французской Республики) и

разрешения на работу во Французской Республике (для граждан Российской Федерации), которые выдаются компетентными органами государств Сторон в соответствии с документами, указанными в приложении № 5.

2. Продление срока действия виз, упомянутых в статье 6 настоящего Соглашения, осуществляется компетентными органами государств Сторон на основании документов, указанных в приложении № 6.

Статья 10

Документы, необходимые для оформления разрешений на работу на территориях государств Сторон, могут быть поданы в компетентные органы, находящиеся в столицах государств Сторон, независимо от места регистрации работодателя.

Статья 11

Стороны будут стремиться ограничить одним месяцем срок оформления документов для въезда граждан, указанных в статье 2 настоящего Соглашения, и их пребывания с целью осуществления трудовой деятельности на территории своего государства, исчисляемый с даты подачи необходимых документов в компетентные органы государств Сторон.

Статья 12

1. Разрешения на работу действительны на всей территории принимающего государства, к которой применяется настоящее Соглашение.

2. Граждане государства одной Стороны передвигаются по территории государства другой Стороны без осуществления формальностей, связанных с миграционным учетом, при условии, что срок нахождения в месте пребывания не превышает десять рабочих дней.

Статья 13

В случае если граждане государств Сторон перестали соответствовать критериям, указанным в статье 2 настоящего Соглашения, на них будет распространяться порядок пребывания, предусматриваемый законодательством принимающего государства.

Статья 14

1. Приложения № 1 - 6 являются неотъемлемой частью настоящего Соглашения.

2. Стороны могут по обоюдному согласию вносить изменения в настоящее Соглашение.

Статья 15

Настоящее Соглашение вступает в силу в первый день второго месяца, следующего за последним уведомлением о выполнении каждой из Сторон внутригосударственных процедур, необходимых для его вступления в силу.

Каждая Сторона вправе денонсировать настоящее Соглашение, письменно уведомив об этом другую Сторону по дипломатическим каналам. Действие настоящего Соглашения прекращается по истечении трех месяцев с даты получения такого уведомления. Права, приобретенные в соответствии с положениями настоящего Соглашения, не теряют своей силы в случае его денонсации, если Стороны не договорятся об ином.

Трудности толкования или применения настоящего Соглашения решаются совместной рабочей группой, предусмотренной статьей 4 настоящего Соглашения, или по дипломатическим каналам.

В удостоверение чего данное Соглашение подписано представителями обеих Сторон, наделенными соответствующими полномочиями.

Совершено в г. Рамбуйе "27" ноября 2009 г. в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство Французской Республики	**За Правительство Российской Федерации**

ПРИЛОЖЕНИЕ № 5
к Соглашению между
Правительством Французской Республики
и Правительством Российской Федерации
о временной трудовой деятельности
граждан одного государства на
территории другого государства

I. Документы, требуемые компетентными органами Российской Федерации для приглашения на въезд в Российскую Федерацию с целью осуществления трудовой деятельности

1. Ходатайство о выдаче приглашения.

2. Соответствующая анкета с цветной фотографией (размером 30 x 40 мм) гражданина Французской Республики.

3. Копия документа, удостоверяющего личность гражданина Французской Республики и признаваемого в этом качестве Российской Федерацией.

4. Копия документа о профессиональном образовании или квалификации гражданина Французской Республики в случаях, предусмотренных настоящим Соглашением.

5. Копия трудового договора, заключенного работодателем с гражданином Французской Республики.

6. Медицинские документы, оформленные в соответствии с приложением № 2 к Соглашению между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о временной трудовой деятельности граждан одного государства на территории другого государства или в соответствии с законодательством принимающего государства.

7. Документ об уплате государственной пошлины за выдачу приглашения.

II. Документы, требуемые компетентными органами Французской Республики для выдачи разрешения на работу

1. Заявка, в которой работодатель обязуется принять на работу гражданина Российской Федерации и уплатить налог во Французское бюро по иммиграции и интеграции;

2. Заявка о выдаче разрешения на работу – облегченный трудовой договор по установленной форме;

3. Описание должности или задачи работника;

4. Копия документа о профессиональном образовании или квалификации гражданина Российской Федерации в случае необходимости;

5. Номер регистрации в торговом реестре работодателя, который желает пригласить иностранного работника;

6. Ведомость, выдаваемая Союзом по взиманию взносов на социальное страхование и семейных пособий, подтверждающая отсутствие у работодателя долгов по перечислению взносов на социальное страхование;

7. Подтверждение принадлежности работодателя к одной группе компаний, в случае необходимости.

ПРИЛОЖЕНИЕ № 6

к Соглашению между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о временной трудовой деятельности граждан одного государства на территории другого государства

I. Документы, требуемые компетентными органами Российской Федерации для продления визы

1. Две фотографии (размер 30 x 40 мм).
2. Анкета установленного образца.
3. Действительный документ, удостоверяющий личность гражданина Французской Республики и признаваемый в этом качестве Российской Федерацией, копии его страниц, которые содержат сведения о гражданине и сроке действия указанного документа, а также копия визы.
4. Копия трудового договора.
5. Документ об уплате государственной пошлины за оформление визы.

II. Документы, требуемые компетентными органами Французской Республики для продления визы

1. Три фотографии (размер 35 x 45 мм).
2. Копии страниц документа, удостоверяющего личность гражданина Российской Федерации и признаваемого в этом качестве Французской Республикой, содержащие сведения о гражданском состоянии и сроке действия указанного документа, а также копия действующей визы. В случае необходимости копии таких документов представляются сопровождающими членами семьи.
3. Документ, подтверждающий факт проживания на территории Французской Республики.
4. Копия трудового договора.
5. Квитанция об уплате пошлины во Французском бюро по иммиграции и интеграции.

ПРИЛОЖЕНИЕ № 1
к Соглашению между
Правительством Французской Республики и
Правительством Российской Федерации о
временной трудовой деятельности граждан
одного государства на территории другого
государства

РАЗМЕР

заработной платы, упомянутый в статье 2 Соглашения между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о временной трудовой деятельности граждан одного государства на территории другого государства

Размер заработной платы для высококвалифицированных работников составляет 3200 евро в месяц.

ПРИЛОЖЕНИЕ № 2
к Соглашению между
Правительством Французской Республики
и Правительством Российской Федерации
о временной трудовой деятельности
граждан одного государства на
территории другого государства

I. Форма медицинского заключения о состоянии гражданина Французской Республики, въезжающего для осуществления трудовой деятельности на территории Российской Федерации

Регистрационный номер визового дела № _____

Медицинское заключение о состоянии здоровья
трудящегося-мигранта

Место для фото	1. Ф.И.О. (полностью) _____ _____ 2. жен. муж. 3. Дата и место рождения _____ _____ _____

4. Адрес постоянного места жительства, телефон _____
_____
_____

5. Документ, удостоверяющий личность _____
(наименование документа, серия, номер,
_____
кем выдан, дата выдачи, действителен до)
_____
(служебное поле)

Заболевание, представляющее опасность для окружающих	Результат осмотра врачом	Ф.И.О. врача, подпись, регистрационный номер врача, дата проведения осмотра	Лабораторное (инструментальное) исследование (дата исследования, описание диагностикумов, исследуемая биологическая жидкость, дата проведения исследования)	Результат лабораторного (инструментального) исследования	Ф.И.О. врача, подпись, регистрационный норме врача, дата	Наименование, адрес, печать медицинской организации
Наркомания	выявлено не выявлено					
Туберкулез	выявлено не выявлено		рентгенография грудной клетки			
Лепра (болезнь Гансена)	выявлено не выявлено		иммуноферментный анализ (кровь)			
Сифилис	выявлено не выявлено		иммуноферментный анализ (кровь)			
Шанкроид (мягкий шанкр)	выявлено не выявлено		иммуноферментный анализ (кровь)			
Венерическая лимфогранулема (донованоз)	выявлено не выявлено		иммуноферментный анализ (кровь)			
ВИЧ-инфекция	выявлено не выявлено		иммуноферментный анализ (кровь)	международный сертификат об отсутствии ВИЧ-инфекции		

II. Медицинское заключение о состоянии гражданина Российской Федерации, въезжающего для осуществления трудовой деятельности на территории Французской Республики

Гражданин Российской Федерации при въезде на территорию Французской Республики передает медицинское заключение Французскому бюро иммиграции и интеграции.

В медицинском заключении должно быть указано следующее:

Фамилия, имя, отчество обследуемого трудящегося-мигранта	
Дата рождения обследуемого трудящегося-мигранта	
Дата медицинского осмотра	
Фамилия, имя, отчество врача или название медицинской организации	
Адрес врача или медицинской организации	
Подпись и печать врача, печать медицинской организации	
Регистрационный номер врача или медицинской организации	

Требования, предъявляемые при въезде на территорию Французской Республики

Медицинский осмотр должен быть проведен не более, чем за месяц до въезда на территорию Французской Республики. Медицинский осмотр состоит из рентгенографии грудной клетки и клинического осмотра на предмет выявления следующих заболеваний:

1) признаков инфекционного заболевания, по которому официально объявлена эпидемия Всемирной Организацией Здравоохранения;

2) признаков заболеваний, представляющих опасность для окружающих согласно рекомендациям Всемирной Организацией Здравоохранения;

3) признаков активного туберкулеза легких;

4) признаков психического заболевания, лишающего лицо возможности осознавать характер и общественную опасность своих действий (бездействий);

5) признаков заболевания наркоманией или алкоголизмом;

6) иные состояния, не соответствующие целям въезда на территорию Французской Республики.

Детям до 10 лет включительно рентгенография легких не проводится при наличии прививки БЦЖ и отсутствии клинических симптомов активного туберкулеза легких. При наличии противопоказаний к проведению рентгеновского исследования оно не проводится.

В медицинском заключении должно быть указано о наличии проведенных ранее прививок:

- АКДС;
- против полиомиелита;
- против гепатита В (для граждан, желающих работать в условиях повышенного риска заражения, в медицинской или социальной организации по уходу за пожилыми людьми);
- против брюшного тифа (для граждан, желающих работать в медицинской клинической лаборатории)
- против желтой лихорадки (для граждан, желающие посешать Гвиану);

При наличии противопоказаний прививки не проводятся.

ПРИЛОЖЕНИЕ № 3
к Соглашению между
Правительством Французской Республики
и Правительством Российской Федерации
о временной трудовой деятельности
граждан одного государства на
территории другого государства

Условия применения статьи 8 Соглашения между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о временной трудовой деятельности граждан одного государства на территории другого государства в отношении молодых специалистов

1. Привлечение для осуществления трудовой деятельности в принимающем государстве молодых специалистов, имеющих документ, подтверждающий требуемый для предлагаемой должности уровень квалификации, возможно при следующих условиях:

а) выплата молодым специалистам заработной платы, соответствующей заработной плате граждан принимающего государства, осуществляющих аналогичную трудовую деятельность;

б) обеспечение молодым специалистам равных с гражданами принимающего государства условий в отношении применения законов, правил и установок в области трудовых отношений и трудовых условий, гигиены и безопасности труда, а также распространение на них требований, связанных с медицинским страхованием, в соответствии с законодательством принимающего государства;

в) ограничение права молодых специалистов на продление пребывания на территории принимающего государства свыше срока, установленного статьей 8 настоящего Соглашения;

г) получение специальных разрешений на осуществление определенных видов деятельности в тех случаях, когда это предусмотрено законодательством принимающего государства.

2. Стороны обязуются принимать меры по обеспечению фактического возвращения молодого специалиста в свою страну.

3. Количество молодых специалистов - граждан государства каждой из Сторон, в отношении которых действуют условия настоящего Соглашения, составляет 500 человек в год.

ПРИЛОЖЕНИЕ № 4
к Соглашению между
Правительством Французской Республики
и Правительством Российской Федерации
о временной трудовой деятельности
граждан одного государства на
территории другого государства

Условия применения статьи 8 Соглашения между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о временной трудовой деятельности граждан одного государства на территории другого государства в отношении граждан, получающих визу "каникулы - работа"

1. Лица в возрасте от 18 до 30 лет, намеревающиеся провести каникулы с возможностью осуществления временной трудовой деятельности, должны отвечать следующим критериям:

а) наличие действительного документа, удостоверяющего личность, и билета в оба конца или достаточных средств для приобретения билета;

б) наличие выписки о состоянии банковского счета;

в) наличие медицинских документов, оформленных в соответствии с приложением № 2 к Соглашению между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о временной трудовой деятельности граждан одного государства на территории другого государства или в соответствии с законодательством принимающего государства;

г) пребывание в принимающем государстве без сопровождения детей;

д) неполучение гражданином ранее визы "каникулы - работа";

е) проживание на территории своего государства в момент подачи заявки на получение визы "каникулы - работа";

ж) наличие документа об отсутствии судимости.

2. Количество граждан государства каждой из Сторон, которые могут воспользоваться правом оформления визы "каникулы - работа", составляет не более 500 человек в год.